

Association "modernisation monétaire" (MoMo), case postale 3160, 5430 Wettingen  
info@monnaie-pleine.ch, www.monnaie-pleine.ch

**Communiqué de presse**  
**Wettingen, 21 juillet 2016**

Brexit, crise bancaire et monétaire

## **La réforme monnaie pleine résout la problématique du Too-big-to-fail**

L'élément central de l'initiative Monnaie Pleine est que la Confédération institue la monnaie scripturale électronique en tant que moyen de paiements légal (monnaie pleine), exactement comme les pièces et les billets. Aujourd'hui, les banques produisent 90% de la masse monétaire, soit tout l'argent électronique de nos comptes. C'est pourquoi l'initiative Monnaie Pleine veut étendre le monopole étatique de la création monétaire à la monnaie électronique. Avec la réforme monnaie pleine, le trafic des paiements concernant les comptes privés et de transactions sera séparé des autres activités bancaires, afin que le trafic des paiements ne soit plus touché par le bilan des banques. Comme le précise l'un des initiants de l'initiative Monnaie Pleine Reinhold Harringer, « en cas de faillite d'une grande banque, la problématique du Too-big-to fail sera ainsi atténuée et la nécessité que l'Etat sauve les banques disparaîtra dans une large mesure ».

La sortie du Royaume-Uni de l'UE vient de provoquer des turbulences dans le secteur bancaire. A l'heure actuelle, la monnaie scripturale n'est pas un moyen de paiement légal, et si une banque devait faire faillite, les gens ne pourraient plus retirer l'argent de leurs comptes. Les avoirs qui se trouvent sur les comptes bancaires sont de l'argent électronique sans sécurité ; ils ne sont qu'une promesse d'être payés en vrai argent sur demande. Si donc une banque fait faillite, le gouvernement est obligé de la sauver, car il ne peut se permettre de laisser se perdre les avoirs de tous les titulaires de comptes.

Il existe bien un fonds de garantie jusqu'à 100'000 francs. Mais les six milliards qui sont prévus à cet effet ne représentent que 1.4 pourcent de tous les avoirs. Selon Reinhold Harringer « en cas de grosse crise, ce fonds de garantie n'est de loin pas suffisant pour couvrir tous les avoirs des clients des banques ». Afin d'assurer la place bancaire suisse, il est aussi question d'augmenter les exigences en capital propre. Toutefois, pour Reinhold Harringer, l'augmentation des quotas de capital propre ne garantirait pas la sécurité du système bancaire : « par leur capacité à créer de la monnaie (électronique), les banques sont en situation de se créer elles-mêmes le capital propre exigé, si ce n'est individuellement, du moins entre elles en tant que système bancaire global ». En cas de crise, l'Etat devra ainsi continuer à se porter garant, malgré les exigences accrues de capital propre. Il serait illusoire de croire qu'en de telles situations l'Etat n'ait pas à sauver les banques systémiques. Car les conséquences, qu'aurait la liquidation d'une banque systémique sur l'économie réelle, seraient catastrophiques. Le trafic des paiements, et à sa suite toute l'économie, en seraient paralysés.

C'est pourquoi la réforme monnaie pleine veut mettre l'argent électronique à l'abri des crises, tout comme l'argent liquide l'a été jusqu'à présent. L'argent scriptural devenant indépendant du bilan des banques, les crédits interbancaires ne seront plus nécessaires pour assurer le trafic des paiements. Les banques ne seront alors plus interdépendantes. Les crédits interbancaires représentent environ 25% du bilan des banques suisses, dont les plus gros clients sont à leur tour d'autres banques. La monnaie pleine permettra de supprimer une grande partie de ces relations interbancaires, avec l'avantage que les

banques ne devront plus intervenir dans la même mesure qu'aujourd'hui lorsqu'une banque est en difficultés. Diminuer l'effet domino signifie aussi diminuer la nécessité pour l'Etat de sauver les banques. De plus, avec la monnaie pleine les banques ne pourront plus gonfler la masse monétaire à des fins spéculatives, ce qui aura pour conséquence de stabiliser les marchés financiers.

L'initiative Monnaie Pleine, pour de l'argent à l'abri des crises créé par la seule Banque nationale suisse, a abouti en décembre 2015 avec plus de 110'000 signatures. Elle sera probablement votée en 2018. L'initiative Monnaie Pleine a été lancée par l'association Modernisation Monétaire (MoMo). Son conseil scientifique est constitué, entre autres, de Philippe Mastronardi, Professeur ém. en Droit public, Sergio Rossi, Professeur en Macroéconomie et Economie monétaire, et Peter Ulrich, Professeur ém. en Ethique économique. Pour une information complémentaire : [www.initiative-monnaie-pleine.ch](http://www.initiative-monnaie-pleine.ch)

*Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à :*

*Maurizio Degiacomi, chargé de presse*

[maurizio.degiacomini@vollgeld-initiative.ch](mailto:maurizio.degiacomini@vollgeld-initiative.ch), Tél +41 79 826 44 50

*ou Reinhold Harringer, porte-parole du Comité d'initiative Monnaie Pleine*

[Reinhold.Harringer@Vollgeld-Initiative.ch](mailto:Reinhold.Harringer@Vollgeld-Initiative.ch), Tél. +41 79 229 34 58

*Pour un interlocuteur en français :*

*Jean-Marc Heim, secrétaire du bureau romand Monnaie Pleine*

[bureau@monnaie-pleine.ch](mailto:bureau@monnaie-pleine.ch), Tel. +41 021 617 45 32